

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : ASA 28/006/2008

ÉFAI

12 septembre 2008

Malaisie. L'arrestation d'un blogueur met en évidence la persistance de la répression

Amnesty International a exhorté, ce vendredi 12 septembre, le gouvernement malaisien à abolir la Loi relative à la sécurité intérieure après que celle-ci eut été invoquée pour arrêter et placer en détention le blogueur Raja Petra Kamarudin.

Le gouvernement malaisien utilise cette loi comme un outil de répression de l'opposition. Il faudrait que cette loi soit abrogée immédiatement, et que Raja Petra Kamarudin, ainsi que les plus de 60 autres personnes actuellement détenues en application de la Loi relative à la sécurité intérieure, soit inculpé d'une infraction et jugé équitablement, ou libéré immédiatement.

Pendant les soixante premiers jours de détention, les personnes arrêtées aux termes de cette loi sont généralement détenues au secret sans pouvoir prendre contact avec leur famille ou des avocats, ce qui augmente considérablement le risque de torture ou d'autres formes de mauvais traitements.

Le 12 septembre, dix membres de la police ont arrêté le blogueur Raja Petra Kamarudin en application de la Loi relative à la sécurité intérieure pour menace à la sécurité nationale et activité susceptible de « *causer des tensions au sein de la société multiraciale et multiconfessionnelle du pays* ». À 13h50, la police l'a emmené vers une destination inconnue, après lui avoir confisqué son ordinateur et d'autres biens.

Selon plusieurs médias, le ministre de l'Intérieur Syed Hamid Albar a déclaré que Raja Petra Kamarudin, rédacteur en chef du portail d'informations en ligne *Malaysia Today*, était détenu en application de l'article 73(1) de la Loi relative à la sécurité intérieure, qui autorise à détenir une personne sans inculpation pendant une période initiale pouvant aller jusqu'à soixante jours. Six jours avant cette arrestation, le ministre avait prévenu que Raja Petra Kamarudin risquait d'être inculpé aux termes de la Loi relative à la sécurité intérieure pour insulte alléguée à l'islam et au prophète Mahomet.

La veille de l'arrestation de Raja Petra Kamarudin, le gouvernement avait levé le blocage du site *Malaysia Today* que la Commission malaisienne des communications et du multimédia avait imposé à tous les fournisseurs d'accès à Internet le 27 août. La commission avait allégué que des commentaires offensants avaient été mis en ligne.

En mai 2008, Raja Petra Kamarudin avait été arrêté en application de la Loi relative à la sédition ; il avait été libéré sous caution en attendant d'être jugé. Il était soupçonné d'avoir suggéré que le Vice-Premier ministre Najib Razak était impliqué dans la mort d'une jeune Mongole. En juillet 2008, il a fait l'objet de trois chefs d'inculpation pour diffamation dans le cadre de cette affaire.

Complément d'information

Le gouvernement continue d'utiliser ou de menacer d'utiliser la Loi relative à la sécurité intérieure (1960) contre ceux qu'il accuse de constituer une menace pour la sécurité nationale, y compris les personnes qui critiquent le gouvernement et celles qui sont soupçonnées d'implication dans des activités « *liées au terrorisme* ».

Ce texte autorise la police à arrêter les personnes qu'elle soupçonne d'avoir agi, ou d'être « *sur le point d'agir* », ou d'être « *susceptibles d'agir* » d'une manière mettant en péril la sécurité, les « *services essentiels* » ou la « *vie économique* » de la Malaisie (article 73-1 b). La Loi relative à la sécurité

intérieure prévoit qu'après les soixante premiers jours de détention nécessaires à « l'enquête », une personne peut être maintenue en détention, sans inculpation ni jugement, pendant une période de deux ans renouvelable indéfiniment. Ce texte limite l'espace politique nécessaire aux débats importants sur les questions de politique économique et de corruption, et sur les autres enjeux sociaux.

FIN/

Document public

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres ; tél. : +44 20 7413 5566 ; courriel : press@amnesty.org
Amnesty International, International Secretariat, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
Site :
www.amnesty.org